fr

Press release | 06.10.2009

Crise laitière

Les chefs d'Etat et de Gouvernement doivent maintenant apporter aux producteurs des mesures concrètes de sortie de crise en se saisissant directement du dossier

Hier, 5 octobre 2009, Le Conseil des Ministres de l'Agriculture annoncé comme "extraordinaire" n'a été qu'un simple repas de travail où aucune réponse concrète n'a été apportée à la crise gravissime que vivent les producteurs de lait depuis maintenant de longs mois faute de dépasser les égoïsmes nationaux et les divergences immédiates.

La Commissaire Européenne **Mariann Fisher Boel** qui a gardé la main sur le dossier sans modifier en rien son analyse de fonds.

En annonçant la mise en place d'un Groupe de Haut Niveau de représentants des Etats-Membres dont les objectifs de travail à moyen terme (juin 2010) sont encore d'être au service de la restructuration du secteur laitier européen au nom d'une inutile conquête du marché mondial, elle n'annonce pas les mesures attendues par les paysans européens.

José Bové en appelle aux Chefs d'Etats et de Gouvernement:

" Vous devez prendre en main le dossier pour décider de mesures immédiates pour équilibrer l'offre et la demande sans attendre une hypothétique et lointaine remontée des prix par les outils habituels d'intervention.

- pour équilibrer offre et demande, au lieu de concentrer uniquement les aides sur les subventions à l'exportation des produits laitiers industriels en excédent, il faut activer des aides temporaires à la réduction volontaire de quotas différenciée pour les petits et moyens producteurs - procédure déjà utilisée dans les années 90 -

- interdire toute livraison dès le premier litre de dépassement pour les hautes et très hautes références laitières,

- exercer un contrôle drastique sur les collectes dans les pays membres (en sanctionnant, par exemple, les quotas qui continuent à être produits et collectés après avoir été vendus à d'autres producteurs)

- parallèlement, malgré la nécessaire baisse de quotas, travailler au rééquilibrage des références nationales entre pays-membres en améliorant celles des derniers pays entrants dans l'UE et en corrigeant les références nationales injustes (Italie, Espagne)"

Enfin, pour l'eurodéputé du Groupe des Verts/ALE, le système de quota existe encore pour au moins 5

années. C'est pourquoi il est encore temps d'en corriger les défauts et le maintenir pour garder en Europe une maîtrise de la production sous contrôle public seule à même de permettre des prix rémunérateurs pour des producteurs laitiers nombreux en Europe.

" Assurer un niveau de vie équitable aux agriculteurs (...) et stabiliser les marchés" sont toujours les premières responsabilités confiées à la Commission européenne par l'article 33 du traité de Rome.

Recommended

Press release



EU caves in to the fossil fuel lobby

19.11.2026

Press release

Photo by Hailey Tong on Unsplash



[EU fundamental values are not an ‘à la carte’ menu the…]

18.11.2026

Press release

Adriaan Ploegh



MEPs urge to strengthen European defence innovation

12.11.2026

Press release

karsten-wurth-unsplash



Court upholds EU climate rules - EU must now show lead…

12.11.2026

Please share

- E-Mail